



Allocution de Mme Christiana Figueres, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à la Soixante-Neuvième Assemblée mondiale de la Santé

Monsieur le Président de l'Assemblée mondiale de la Santé, Docteur Margaret Chan, Directeur général de l'OMS, Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs, chers amis,

J'aimerais tout d'abord sincèrement remercier ma chère amie Margaret Chan et vous tous pour votre aimable invitation à me joindre à vous aujourd'hui, à l'occasion de la Soixante-Neuvième Assemblée mondiale de la Santé. J'aimerais également remercier l'OMS pour son leadership dans la campagne de sensibilisation que vous organisez et dans le cadre de laquelle, chiffres très impressionnants, pas moins de 1700 organisations travaillant dans le secteur de la santé, 8000 hôpitaux et 13 millions de professionnels de santé, oui je le répète : 13 millions, se sont fait entendre avant l'Accord de Paris et ont exprimé leur soutien pour un accord aussi ambitieux. J'adresse un très grand merci à toute la communauté de la santé dans le monde.

Donc avec votre aide et celle de la communauté de la santé présente ici aujourd'hui, qu'avons-nous accompli à Paris ? Le travail en valait-il la peine ? Avons-nous obtenu ce que nous attendions ? Laissez-moi vous dire que l'Accord de Paris a battu tous les records des Nations Unies et, en fait, tous les records après des négociations multilatérales dans l'histoire de notre institution.

Nous avons réuni, pour la première fois, 155 chefs d'État dans la même salle pendant une journée pour parler d'un même sujet, ce qui n'a jamais été fait auparavant, même pas pour l'Assemblée générale des Nations Unies, à laquelle participent tant de chefs d'État pendant plusieurs jours.

À la fin, 195 gouvernements sont parvenus à un accord unanime ; quand, pour la dernière fois a-t-on obtenu un accord unanime pour quoi que ce soit au cours d'un processus multilatéral ? Il y avait 195 pays qui ont été unanimes dans leur volonté d'infléchir le développement économique du monde pour protéger les plus vulnérables.

Nous avons désormais 177 signatures au bas de l'Accord de Paris, dont 175 le jour même de l'ouverture aux signataires, et nous avons déjà 17 instruments de ratification, ce qui signifie que nous pouvons raisonnablement espérer que l'Accord de Paris entrera en vigueur peut-être même deux ans avant ce qui était initialement prévu, en 2020. Nous pensons qu'à ce rythme, l'Accord pourrait en fait entrer en vigueur dès l'an prochain ou en 2018.

Chiffres mis à part, chers amis, j'aimerais dire que je pense qu'en dehors des nombreux records, le point le plus important que nous ayons battu en brèche est une idée fausse, celle que l'ensemble du monde a pu dissiper, à savoir que la lutte contre les changements climatiques revient plus cher que de ne rien faire.

L'équation risque/récompense a désormais été corrigée, en particulier pour ce qui est du lien entre les changements climatiques et la santé. Ce lien a été exposé explicitement dans le préambule de l'Accord de Paris.

Nous savons qu'il existe deux liens entre la santé et les changements climatiques. Le premier est qu'en luttant contre les changements climatiques, par la réduction des émissions, nous évitons l'aggravation de la situation sanitaire dans le monde. Le second est qu'en améliorant les nombreuses conditions qui peuvent l'être grâce à des mesures sur le climat, comme la sécurité alimentaire et la salubrité de l'eau, nous améliorons de fait la situation sanitaire.

Examinons ces deux liens. Commençons par le premier, la prévention de l'aggravation de la situation sanitaire. Vous savez que, si nous ne faisons pas ce qu'il faut pour lutter contre les changements climatiques, les effets négatifs directs sur la santé coûteront d'ici 2030 entre 2 et 4 milliards de dollars par an. Vous savez qu'un sixième de la morbidité et des incapacités est actuellement dû aux maladies à transmission vectorielle et que les changements climatiques entraîneront une augmentation astronomique du nombre des cas s'ils ne sont pas jugulés. Vous savez, mieux que quiconque, que ce sont les pays en développement qui supportent le fardeau le plus lourd, avec des taux de mortalité imputables à ces maladies 300 fois supérieurs à ceux dans les pays développés.

C'est ici que j'ai une bonne nouvelle, car je sais que la plupart des budgets sanitaires investissent actuellement 95 % ou 97 % de leurs ressources dans les traitements et seulement 3 % dans la prévention. Je soutiens que notre meilleure stratégie de prévention consiste à travailler contre les changements climatiques. La bonne nouvelle, c'est que les fonds pour cette prévention peuvent également venir d'autres secteurs budgétaires. Les ressources pour cette prévention vont provenir des budgets pour les transports, l'énergie, les villes et les infrastructures. C'est de cette manière que nous allons lutter contre les changements climatiques.

Le second lien que je souhaite vous exposer est le fait que nous travaillons activement à l'amélioration de la situation sanitaire en luttant contre les changements climatiques. Vous savez très bien qu'on obtient un air plus propre en réduisant la pollution locale. Vous savez également parfaitement qu'en améliorant et en restaurant les sols dégradés, on améliore la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire de l'eau et très certainement la situation sanitaire.

De ces deux liens très clairs, je tire donc deux conclusions.

La première est que nous n'arriverons pas, en particulier dans les pays en développement dont je suis moi-même originaire, à atteindre les cibles en matière de changement climatique en n'ayant que cette finalité en tête. Les pays en développement ou industrialisés, mais plus particulièrement les pays en développement, chercheront à atteindre leurs cibles en matière de changement climatique, au moyen d'une planification de la durabilité liée à ce que chaque pays souhaite accomplir dans le cadre des objectifs de développement durable. C'est ainsi que nous atteindrons les cibles en matière de climat, en mettant en œuvre les objectifs de développement durable. Ces deux aspects sont complètement liés. Ma première conclusion est donc la suivante : abattons très vite le cloisonnement entre les objectifs de développement durable 3 et 13, car ils sont intimement liés et ne peuvent être séparés.

Ma seconde conclusion revient à ce que Margaret Chan a été la première à dire il y a de nombreuses années : un accord mondial sur le climat sera aussi un accord mondial sur la santé. C'était il y a de nombreuses années, Margaret, mais vous avez été la première à le dire. Je suis ici pour vous informer que nous avons désormais l'Accord de Paris sur les changements climatiques et que c'est en fait un accord sur la santé publique. Je vous remercie énormément pour votre leadership à cet égard.

Donc, que faisons-nous ? Que faisons-nous maintenant que nous avons l'Accord de Paris ? Nous avons un cadre juridique, mais ce n'est pas une fin en soi. Cela a été un processus très difficile ayant eu des résultats que nous apprécions tous beaucoup, mais il n'apporte pas encore de réel changement sur le terrain. Nous devons désormais passer de la vision contenue dans l'Accord de Paris à un réel changement sur le terrain. Nous devons passer de la vision à une réalité profondément différente.

Pour inscrire cette vision dans la réalité, il faut réaliser plusieurs points dans la liste de ce que nous devons faire. Je sais que l'OMS a organisé en 2014 une conférence sur la santé et le climat et vous avez lancé les profils de pays qui ont été, dans le même temps, très utiles pour différents ministres et différents pays. Je me félicite donc de votre deuxième conférence mondiale sur la santé et le climat qui se tiendra en juillet 2016 à Paris.

Toutefois, le fait est que la communauté de la santé a désormais besoin d'un programme sur le climat et je sais que mon Comité exécutif va soigneusement examiner cette question. Vous ne serez pas surpris d'apprendre que le Secrétariat de l'OMS et celui de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont travaillé en collaboration très étroite. J'approuve sans réserve les trois domaines de travail déjà proposés.

Le premier, aidez-nous dans la concrétisation. Si, dans presque n'importe quel pays, vous faites une enquête sur le problème le plus urgent en matière de changements climatiques, quel est selon vous le facteur qui arrive en tête ? La santé, et de très loin ; vous êtes donc dans une position privilégiée. Votre haut-parleur est l'un des plus puissants, utilisez-le. Aidez-nous à faire comprendre pourquoi nous devons travailler contre les changements climatiques : à causes des conséquences pour la santé. Aidez-nous à faire comprendre le lien entre la santé de la planète et celle de ses habitants, parce que c'est la même chose.

Vous avez déjà quantifié les bénéfices, pour la santé, de la réduction des polluants à courte durée de vie. Vous avez récemment publié les statistiques de la pollution de l'air dans 3000 villes du monde. Vous devrez renforcer la résilience des systèmes de santé au climat. Tout cela demande une concrétisation à l'aide de votre extraordinaire « caisse de résonance » dont vous disposez dans le secteur de la santé pour faire comprendre ce que les changements climatiques signifient véritablement pour les populations et leur propre expérience de vie. Les débats abstraits sur la question ne motivent personne. Pour tout un chacun, la véritable question est de connaître les répercussions des changements climatiques sur soi-même, sur sa santé et sur celle de ses enfants. C'est là où vous pouvez faire toute la différence.

Le deuxième domaine que vous avez déjà envisagé est le renforcement de votre base factuelle dans vos profils de pays. Actuellement, 189 pays ont présenté des plans nationaux sur les changements climatiques. Hélas, seulement 15 % d'entre eux mentionnent la santé. Voici notre travail à faire en rentrant chez nous : 100 % des pays doivent avoir des plans nationaux sur les changements climatiques qui montrent le lien très étroit avec la santé. Et ils doivent chercher à atteindre les objectifs en matière de climat à cause de l'urgence de protéger et d'améliorer la situation sanitaire.

Troisièmement, vous avez déjà évoqué comment vous aller contribuer à suivre les progrès accomplis. La Convention-cadre sur les changements climatiques surveillera les progrès parce que nous savons que les plans nationaux actuels sur les changements climatiques ne nous amèneront pas à destination. L'Accord de Paris en revanche n'est pas statique. C'est un cadre dynamique qui évoluera et s'améliorera constamment au cours des prochaines décennies.

Tous les cinq ans, il y aura un point de contrôle. Tous les cinq ans, les pays se réuniront, se demanderont : « qu'avons-nous fait ? » et détermineront ce qu'il reste encore à faire. Ce processus, que nous appelons un « bilan mondial », devrait comporter l'influence positive et l'impact qu'ont les mesures sur le climat pour la santé. Si la santé n'est pas prise en compte dans ce bilan mondial, c'est que nous ne mettons pas suffisamment l'être humain au centre du problème des changements climatique, place qui lui revient pourtant de droit.

Enfin, je me permets de sonner l'alarme. Le fait est que si nous ne changeons pas fondamentalement dans les cinq prochaines années notre manière d'agir dans les secteurs de l'énergie, des transports, de la construction et tous ceux qui émettent des gaz à effet de serre, l'atmosphère risque d'atteindre un point de non-retour, avec un impact direct, négatif et profond sur la santé dans le monde entier pendant de très nombreuses décennies. De nombreux scientifiques croient même que nous ne pourrions pas nous relever de cet impact.

Chers amis, nous avons cinq ans pour apporter un changement radical. Quand Margaret m'a appelée et m'a demandé de venir à l'Assemblée mondiale de la Santé, je lui ai d'abord dit: « J'ai un problème. Je négocie à Bonn avec mes amis. Les ministères de l'environnement sont en train de négocier les modalités de la mise en œuvre l'Accord de Paris ». Mais, à cause de l'importance de la question, à cause de son urgence et à cause de l'énorme impact que la communauté de la santé peut et doit avoir, je lui ai répondu : « Oui, je vais venir ». Et j'inviterai certainement la communauté de la santé par votre intermédiaire, vous les Ministres de la santé, à reprendre le flambeau et à nous aider pour cette urgence planétaire.

J'aimerais terminer en vous remerciant, vous la communauté de la santé. De mon point de vue, vous faites parties des plus braves au sein de la communauté du changement climatique. Vous êtes en première ligne. Je vous remercie pour tout ce que vous avez fait et je vous remercie à l'avance car je sais que vous allez en faire encore plus.

= = =